

vernement s'estime tenu d'opposer la plus grande résistance et c'est ce que nous ferons, Dieu aidant. Le peuple de saint Wenceslas, de Jean Huss et de Thomas Masaryk ne saurait être un peuple d'esclaves. Nous comptons que les deux grande démocraties occidentales aux désirs desquelles nous nous sommes rendus à contre-cœur nous appuieront en cette heure d'épreuve.

N° 3

(Traduction)

Lettre du ministre de la Tchécoslovaquie à Londres au secrétaire d'Etat des Affaires étrangères.

Le 26 septembre 1938.

J'ai communiqué à mon Gouvernement la question que m'a posée le premier ministre hier après-midi, et à laquelle il désirait une réponse. Cette question du premier ministre, je l'ai transmise à Prague telle que je l'ai comprise, dans les termes suivants;

"Bien que M. Mitler ait dit que le mémorandum transmis au gouvernement tchécoslovaque par le gouvernement de Sa Majesté était son dernière mot, et que M. Chamberlain doute fort qu'il puisse amener M. Hitler à changer d'avis à cette heure tardive, le premier ministre peut, dans les circonstances, tenter un dernier effort pour persuader M. Hitler de considérer une autre méthode de règlement pacifique du problème allemand des Sudètes, c'est-à-dire au moyen d'une conférence internationale réunissant l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et d'autres Puissances, pour étudier le plan anglo-français et le meilleur moyen de l'appliquer. Il a demandé si le gouvernement de la Tchécoslovaquie serait disposé à prendre part à cette nouvelle tentative pour sauvegarder la paix."

A cette question, j'ai reçu de mon Gouvernement la réponse suivante:

"Le Gouvernement tchécoslovaque serait prêt à participer à une conférence internationale où seraient représentées, entre autres nations, l'Allemagne et la Tchécoslovaquie afin de chercher, pour le règlement de la question germano-sudète un moyen différent de celui que formulent les propositions de M. Hitler, sans omettre le retour possible au soi-disant plan anglo-français. Dans la note que M. Masaryk transmettait hier après-midi à M. Chamberlain, il était fait mention que le Gouvernement tchécoslovaque, ayant accepté la note anglo-française sous le coup d'une très forte pression et d'une grande contrainte, n'avait pas eu le temps de se prononcer sur ses nombreux aspects inapplicables. Le Gouvernement tchécoslovaque suppose que dans l'éventualité d'une conférence ceux qui y participeront tiendront compte de ce fait."